Repères étrangers

(1^{er}-octobre - 31 décembre 1990)

PIERRE ASTIÉ et DOMINIQUE BREILLAT*

ALBANIE

11 décembre 1990 : *Multipartisme*. Confronté à une vague de contestations, le président du Præsidium de l'Assemblée populaire et premier secrétaire du Comité central du Parti du Travail albanais (communiste), Ramiz Alia, fait adopter par un plénum extraordinaire du cc le principe du multipartisme. Dès le lendemain, un parti d'opposition, le « Parti démocratique albanais » (PDA), est créé. Les prochaines élections à l'Assemblée populaire auront lieu le 10 février 1991 (*Le Monde*, 13 décembre 1990).

ALLEMAGNE

14 octobre 1990 : *Elections régionales, Bundesrat*. Des élections ont lieu dans les cinq *Länder* de l'ex-RDA, reconstitués le 22 juillet (cf. *RE*, 55), ainsi qu'en Bavière. Elles confirment la force des chrétiens-démocrates qui cependant régressent. La CDU l'emporte dans quatre *Länder* sur cinq. Seul le Brandebourg voit triompher les sociaux-démocrates. Le principal perdant est le PDS, ex-Parti communiste. En Bavière, l'Union chrétienne-sociale (CSU) maintient sa position de parti dominant.

Conséquence de ces scrutins régionaux, les sociaux-démocrates perdent la majorité au Bundesrat, donnant la domination complète au Parlement à la coalition CDU-FDP. A la suite d'une modification intervenue cet été, les grands *Länder* disposent désormais, chacun, de 6 voix. Chacun des *Länder* de l'ex-RDA a 4 voix, sauf le Mecklembourg (3). Berlin ayant retrouvé son entière autonomie, ce sont 68 voix que réunit le Bundesrat. La CDU domine avec 35 voix contre 33 à la suite de ces élections. Cette majorité

* Faculté de Droit et des Sciences sociales de l'Université de Poitiers.

passera à 39 contre 29 après le scrutin berlinois du 2 décembre (*Le Monde*, 16 octobre 1990 ; Ambassade de la RFA, Documents, décembre 1990).

31 octobre 1990 : *Vote des étrangers*. Le droit de vote avait été reconnu aux étrangers de la RDA lors des élections municipales du 7 mai 1989. Le tribunal constitutionnel fédéral déclare cette participation contraire à la Loi fondamentale, considérant que « le pouvoir étatique dans la République fédérale est l'émanation des ressortissants allemands, en vertu de la Loi fondamentale » (cf. *RE*, 50 et 53) (*Le Monde*, 2 novembre 1990).

2 décembre 1990 : *Elections législatives*. Pour la première fois depuis 1932, les Allemands ont élu des députés à un Parlement représentant l'ensemble de l'Allemagne. Helmut Kohl recueille le fruit de son action en faveur de la réunification. La coalition CDU/CSU-FDP l'emporte très largement, recueillant 54,8 % des suffrages et obtenant 398 sièges sur 662, dont 319 à la CDU/CSU et 79 au Parti libéral (FDP), qui progresse également. Le SPD, en n'obtenant que 33,5 % des voix et 239 sièges, connaît son plus mauvais résultat depuis 1957. C'est un grave échec pour Oskar Lafontaine, candidat à la Chancellerie et ministre-président de Sarre.

Tombant de 8,3 à 3,9 %, les Verts subissent une défaite encore plus cuisante. Leur présence au Bundestag n'est due qu'aux 8 sièges de l'Alliance 90 de l'ex-RDA, cette formation ayant atteint plus de 5 % en Allemagne de l'Est. Les communistes rénovés (Parti du socialisme démocratique, PDS) sont représentés par 17 députés grâce aux 9,9 % recueillis dans l'ancienne RDA. Ils étaient absents du Bundestag depuis 1953.

Enfin, les républicains (extrême droite) dont la progression semblait irrésistible avant la réunification s'effondrent avec 2,1 %.

Le nouveau Parlement compte 662 députés en raison d'une part des 138 sièges pour la représentation de l'ancienne RDA, et d'autre part des six *überhangmandate* (sièges supplémentaires), tous obtenus par le CDU en ex-RDA. Le Bundestag tient sa réunion constitutive à Berlin dans les locaux du Reichstag et réélit Mme Rita Sussmuth (CDU) à la présidence (*Le Monde*, 4 et 22 décembre 1990 ; *Das Parlament*, 7 décembre 1990).

Cf. Anne-Marie Le Gloannec : « Allemagne : Reconstruction d'une nation », ce numéro p. 71, et Adolf Kimmel, Lettre de RFA : « Aspects constitutionnels de l'unification allemande », ce numéro p. 143 (*N.d.l.R.*).

AUTRICHE

7 octobre 1990 : *Elections législatives*. Le Parti socialiste autrichien (SPÖ) du chancelier Franz Vranitzky, au pouvoir depuis 1970, demeure la formation la plus importante au Conseil national (Nationalrat) avec 80 sièges sur 183, à la suite d'une campagne conseillée par le publicitaire français Jacques Seguela...

Ces élections sont surtout marquées par une très forte progression du Parti libéral (FPÖ) (droite nationaliste), sous la direction de Jörg Haider, qui gagne 15 sièges et 6,9 % des suffrages, et un recul très net des popu-

listes (ÖVP) qui perdent 17 députés et 9.2 % des suffrages, obtenant leur plus mauvais résultat depuis le retour de la démocratie en Autriche (*Le Monde*, 9 octobre 1990, Ambassade d'Autriche).

	Inscrits	5 628 912		
	Votants	4 848 741	86,14	
	Blancs et nuls	143 847		
	Suffrages exprimés	4 704 894		
	Voix	%		Sièges
SPÖ (Parti socialiste)	2 012 787	42,80 (— 0,33)		80 (=)
ÖVP (Parti populiste)	1 508 600	32,06 (— 9,23)		60 (— 17)
FPÖ (Parti libéral)	782 648	16,63 (+ 6,90)		33 (+ 15)
Liste 4 (Ecologistes)	225 081	4,78 (— 0,04)		10 (+ 2)
KPÖ (Parti communiste)	25 685	0,55 (— 0,17)		0
Autres partis	150 093	3,18 (+ 2,87)		

17 décembre 1990 : *Gouvernement*. La « Grande Coalition », composée de socialistes et de conservateurs, au pouvoir depuis 1986, a été reconduite, au terme de deux mois de négociations extrêmement difficiles. Le nouveau gouvernement, toujours dirigé par le socialiste Franz Vranitzky, comprend dix SPÖ, 9 populistes et un ministre sans étiquette (*Le Monde*, 19 décembre 1990).

BRÉSIL

3 octobre et 25 novembre 1990 : *Elections fédérales et régionales*. Les Brésiliens ont désigné leurs 27 gouverneurs, 503 députés fédéraux, 1 049 députés d'Etats et 31 sénateurs (1/3).

Du fait du vote obligatoire, le nombre de bulletins blancs et nuls a été considérable : de 30 à 50 % selon les cas.

Les résultats du 1^{er} tour sont dans l'ensemble favorables aux candidats des partis traditionnels de droite qui soutiennent le président Fernando Collor, membre du Parti de la reconstruction nationale (PAN, populiste de droite), au pouvoir depuis le 15 mars 1990 (cf. *RE*, 53). Le PMDB reste cependant le premier Parti brésilien avec 25 sénateurs et 110 députés fédéraux. En revanche, le deuxième tour organisé pour 15 élections de gouverneurs a été un grave échec pour le président Collor ; 16 des 27 gouverneurs appartiennent à l'opposition, dont celui de São-Paulo, le premier Etat du pays (*Le Monde*, 3, 4, 9 octobre et 28 novembre 1990, *Libération*).

BULGARIE

Du 29 novembre au 20 décembre 1990 : *Gouvernement*. L'ex-Parti communiste, devenu le Parti socialiste (PSB), après avoir perdu la Présidence de la République (cf. *RE*, 56), doit renoncer à la fonction de Premier ministre.

Après les élections législatives des 10 et 17 juin 1990 (cf. *RE*, 55), un

Gouvernement d'union nationale n'avait pu être constitué par M. André Loukanov (PSB). Cinq mois plus tard, le 29 novembre, sous la pression populaire, animée notamment par le syndicat indépendant Podkrepa, le Gouvernement est contraint de démissionner.

Un nouveau Gouvernement est alors mis en place après approbation parlementaire, le 20 décembre 1990. Il comprend sept membres du Parti socialiste (PSB, ex-communiste), trois membres de l'union des forces démocratiques (UDF, principale force d'opposition), deux membres de l'Union agrarienne (ancien Parti satellite du PC, passé à l'opposition) et six sans étiquette, dont le Premier ministre, M. Dimitar Popov, désigné après le refus d'une première personnalité présentée, M. Guinio Ganév. C'est le premier Gouvernement de coalition formé en Bulgarie, depuis quarante-trois ans (*Le Monde*, 1^{er}, 19 et 21 décembre 1990).

DANEMARK

12 décembre 1990 : *Elections législatives*. A la suite de la dissolution du Folketing à l'initiative du Premier ministre, Poul Schluter, le 22 novembre, des élections législatives ont eu lieu le 12 décembre, soit deux ans et demi après celles du 10 mai 1988. C'est le cinquième scrutin en dix ans et l'on ne s'étonnera pas que la participation n'y ait été que de 82,8 %, la plus faible depuis 1981.

Si la gauche progresse (les sociaux-démocrates obtiennent leur meilleur résultat depuis vingt ans), elle n'empêche pas la coalition du centre droit de conserver le pouvoir.

Originalité de ces élections, Mogen Glistrup, fondateur et ancien leader du Parti du Progrès, parti anti-impôts, expulsé de son propre

	Inscrits	3 941 199		
	Votants	3 265 420		
Parti social-démocrate	1 212 102	37,4 (+ 8,6)	69	+ 14
Radicaux	114 783	3,5 (— 2,1)	7	— 3
Parti conservateur				
populaire	517 730	16,0 (— 3,3)	30	— 5
Démocrates centristes	164 652	5,1 (+ 0,4)	9	=
Georgistes	17 160	0,5	0	=
Parti socialiste				
populaire	268 702	8,3 (— 4,7)	15	— 9
Verts	27 525	0,9 (— 0,5)	0	=
Parti humaniste	771	0,0	0	=
Cap commun				
(extrême gauche)	57 720	1,8 (— 0,1)	0	=
Chrétiens populaires	74 168	2,3 (+ 0,3)	4	=
Libéraux	511 531	15,8 (+ 4,0)	29	+ 7
Progressistes	208 327	6,4 (— 2,6)	12	— 4
Liste unifiée	53 761	1,7	0	=

parti, se présentait sous les couleurs d'une formation d'extrême gauche. Cause commune (*Le Monde*, 14 décembre 1990, Ambassade royale du Danemark).

Aux 175 députés de la Métropole, il faut ajouter deux députés élus au Groenland et deux députés élus aux îles Féroé.

ÉGYPTE

11 octobre 1990 : *Référendum*. A la suite de la décision du 19 mai 1990 de la Haute Cour constitutionnelle qui avait déclaré inconstitutionnelle la loi électorale, établissant le scrutin de liste à la proportionnelle pour l'élection des députés en 1987, le président Hosni Moubarak décide de recourir au peuple pour sortir de cette impasse institutionnelle.

Celui-ci accepte à une large majorité (94,34 %) la proposition qui lui est faite d'organiser de nouvelles élections législatives à la proportionnelle. Le taux de participation a été de 58,56 %.

C'est la seconde fois en moins de quatre ans que les électeurs sont ainsi appelés à se prononcer sur la dissolution de l'Assemblée du peuple (cf. *RE*, 42) (*Le Monde*, 28 septembre, 12 et 14-15 octobre 1990).

29 novembre et 6 décembre 1990 : *Elections législatives*. Le PND, Parti national démocrate du président Moubarak, maintient sa domination sur l'Assemblée du peuple avec 270 sièges sur 454, auxquels il convient d'ajouter plus de 60 députés se présentant sans l'étiquette « indépendants » et qui se sont déjà inscrits au PND, plus 10 députés nommés par le Président de la République.

110 sièges sont attribués aux autres « indépendants » (dissidents du néowafd, du Parti socialiste du travail - PSR islamo-socialiste - membres du Parti des libéraux socialistes, plus les réels indépendants).

A noter que le Rassemblement progressiste unioniste (marxiste nassérien), qui n'était pas représenté en 1987, dispose de 6 députés, tandis que les Frères musulmans qui avaient obtenu 38 sièges en 1987 ont décidé de boycotter le scrutin.

M. Moubarak est ainsi assuré d'une majorité de 70 à 80 % des sièges, ce qui lui permet s'il le désire d'amender la constitution, la procédure exigeant l'accord des deux tiers des députés. Cette majorité des deux tiers est également nécessaire pour élire le Président de la République (*Le Monde*, 9, 10 décembre 1990).

ÉTATS-UNIS

2 octobre 1990 : *Cour suprême : composition*. Le Sénat confirme par 90 voix contre 9 la nomination du juge David Souter, choisi par le président Bush pour remplacer le juge William J. Brennan Jr. qui avait démissionné en juillet 1989 pour raison de santé (cf. *RE*, 55).

La majorité conservatrice à la Cour suprême est ainsi renforcée. La

minorité libérale ne dispose plus que de deux juges, M. Thurgood Marshall et M. Harry A. Blackman (*Le Monde*, 4 octobre 1990).

6 novembre 1990 : *Mid term elections*. 36 % des électeurs potentiels américains ont désigné 36 gouverneurs sur 50, renouvelé un tiers du Sénat et la totalité de la Chambre des représentants, ainsi que 6 257 sièges dans les législatures des différents Etats.

A l'issue de ces élections pour le CII^e Congrès, les démocrates conservent le contrôle du Sénat où ils gagnent 1 siège et de la Chambre des représentants où ils remportent 9 sièges supplémentaires. Ils conquièrent le poste de gouverneur de deux Etats importants : le Texas et la Floride.

Les républicains, quant à eux, accèdent à la tête des Etats de l'Ohio, du Vermont, du Massachusetts et de la Californie.

A noter que, pour la première fois depuis 1982, un Noir, M. Gary Franks, a été élu dans le Connecticut sous l'étiquette républicaine, à la Chambre des représentants. Il y a 26 Noirs à la Chambre des représentants, mais aucun au Sénat et seul le gouverneur Wilder en Virginie appartient à la communauté noire.

La majorité démocrate au Sénat demeure insuffisante pour contrer à la majorité des deux tiers le veto présidentiel. A l'issue de ces élections, la composition du Congrès est la suivante :

Sénat	56 démocrates
	44 républicains
Chambre des représentants	267 démocrates
	167 républicains
	1 indépendant

236 référendums et initiatives étaient organisés le même jour (*Le Monde*, 8 et 9 novembre 1990, Ambassade des Etats-Unis).

GRANDE-BRETAGNE

20 au 27 novembre 1990 : *Parti conservateur, Premier ministre*. C'est parce que les règles de désignation du leader du Parti conservateur avaient changé en prévoyant la réélection annuelle de celui-ci que Mme Margaret Thatcher avait pu écarter Edward Heath en 1975 et accéder au 10, Downing Street, le 4 mai 1979. Ce sont ces mêmes règles qui, cette fois-ci, lui ont été fatales. Déjà affaiblie par la démission de Sir Geoffrey Howe, vice-Premier ministre, pro-européen, le 1^{er} novembre, Mme Thatcher a dû affronter un vent de fronde au sein de son parti, anxieux à l'approche des élections. Au premier tour du scrutin, le candidat doit recueillir 50 % des suffrages des membres du groupe parlementaire, et également précéder son rival le plus proche de 15 %, le vote se déroulant à bulletin secret. Le 20 novembre, Mme Thatcher obtenait 204 voix contre 152 à Michael Heseltine, 57 ans, ancien ministre de la défense. Si le Premier ministre atteignait la majorité absolue, elle ne devançait son rival que de 52 voix alors qu'il lui en aurait fallu 56.

Le 22 novembre, Mme Thatcher, de plus en plus contestée au sein de son parti, annonçait sa démission et qu'elle ne se présenterait donc pas au 2^e tour pour l'élection de leader.

Au 2^e tour, la majorité absolue suffit. Faute de résultats, le 3^e tour a lieu selon un système de vote préférentiel.

Le 27 novembre, John Major, 47 ans, chancelier de l'Echiquier, est élu par 185 voix contre 131 à Michael Heseltine et 56 à Douglas Hurd, 59 ans, secrétaire au Foreign Office. Ces deux derniers ayant décidé de se retirer, un 3^e tour n'est pas nécessaire. M. John Major avait le soutien officieux de Mme Thatcher (*Le Monde*, 22, 23, 29 novembre 1990).

28 novembre 1990 : *Premier ministre, Gouvernement*. Immédiatement nommé Premier ministre en application de la convention de la Constitution qui veut qu'occupe cette fonction le leader du parti majoritaire à la Chambre des communes, John Major a constitué un Gouvernement plus représentatif des diverses tendances au sein du Parti conservateur. Michael Heseltine devient ministre de l'environnement et Douglas Hurd reste au Foreign Office. On notera qu'aucune femme ne figure parmi les 22 membres du Cabinet (*Le Monde*, 30 novembre 1990).

HONGRIE

3 et 24 octobre 1990 : *Cour constitutionnelle*. Le contrôle de la constitutionnalité des lois semble devoir devenir effectif en Europe de l'Est. Le 3 octobre, la Cour constitutionnelle hongroise a jugé contraire à la Constitution le projet de loi approuvé par les trois partis de la coalition et prévoyant la redistribution des terres collectivisées à leurs anciens propriétaires de 1947. La Cour a estimé que le projet créait une discrimination fondée sur la propriété de la terre et ne prévoyait aucune indemnisation pour les expropriations.

Le 24 octobre, la Cour a considéré que la peine de mort était en contradiction avec la Constitution, constatant notamment qu'elle se heurtait à l'interdiction de la limitation du contenu essentiel du droit à la vie et à la dignité « humaine » posée par l'article 54 (*Libération*, 4 octobre 1990 ; *Le Monde*, 26 octobre 1990, Ambassade de Hongrie).

INDE

5 au 16 novembre 1990 : *Premier ministre, Gouvernement*. Déjà ébranlé par la défection d'un Parti intégriste hindouiste, le BJP (Bharatiya Janata Party), M. Vishwanath Pratap Singh, en fonctions depuis le 1^{er} décembre 1989, perd le pouvoir. Une scission intervenue le 5 novembre, à l'initiative de M. Chandra Shekhar, au sein de l'alliance du Janata Dal à laquelle appartient le Premier ministre, fait perdre à celui-ci la confiance de la Chambre du peuple (Lok Sabha) lors d'un vote où il est battu par 346 voix contre 142 et 8 abstentions.

M. Rajiv Gandhi, Premier ministre de 1984 à 1989 et chef du parti le plus important, le Congrès I, ayant refusé de constituer un Gouverne-

ment, le Président de la République, Ramaswami Venkataraman, sollicite M. Chandra Shekhar qui obtient la confiance des députés le 16 novembre par 269 voix contre 204, grâce au soutien « extérieur » des 200 élus du Parti du Congrès I.

Il constitue un Gouvernement de coalition de 32 ministres dont 13 font partie du Cabinet (*Le Monde*, 7, 9, 10, 18-19, 22 novembre 1990).

IRAN

8 octobre 1990 : *Election de l'Assemblée des experts religieux*. Elue pour la première fois en décembre 1982, l'Assemblée des experts, dont le mandat est de huit ans et qui comprend 83 religieux (*mojtaheds*), est l'un des instruments essentiels mis en place par l'imam Khomeiny pour assurer le caractère religieux de la République islamique. C'est elle, en effet, qui désigne, et éventuellement révoque, le guide de la révolution, autorité suprême du système (cf. *RE*, 52).

Selon le nouveau règlement adopté par l'Assemblée elle-même en juillet dernier, pour être candidat aux élections désignant les membres, il faut passer un examen devant les six religieux qui font partie du Conseil des gardiens de la constitution.

Cette procédure a permis d'éliminer plus d'une centaine de candidats, dont l'ayatollah Moussavi Ardebili qui avait occupé pendant dix ans le poste de juge suprême de la République islamique, l'ancien procureur, l'ayatollah Khoeihi, mentor des étudiants de la ligne de l'imam, l'actuel président du Parlement Mehdi Karroubi et l'ancien ministre de l'intérieur, Ali Akbar Mohtachemi.

Ces élections, marquées par une faible participation, ont vu s'affronter les fractions radicale et pragmatiste du régime islamique. C'est cette dernière tendance modérée qui l'emporte (*Le Monde*, 11 et 13 octobre 1990).

ITALIE

10 octobre 1990 : *Parti communiste*. « La Chose » a changé de nom. Le Parti communiste italien, près de soixante-dix ans après sa fondation lors du Congrès de Livourne du 21 janvier 1921 qui avait entraîné la scission du Parti socialiste, s'appellera désormais le Parti démocrate de la Gauche (*Partito Democratico dalla Sinistra/PDS*). La faucille et le marteau apparaîtront beaucoup plus réduits dans son logo, et accolés à un arbre (*Libération*, 11 octobre 1990).

JAPON

12 et 23 novembre 1990 : *Empereur*. Empereur du Japon depuis la mort de son père Hiro-Hito, Akihito, 57 ans, devient officiellement le 125^e Tenno.

La cérémonie comporte deux parties, l'une officielle (*Sokui-no-Rei* qui a lieu le 12 novembre), l'autre « privée » et religieuse (*Daijosai*, « Grande

Action de grâces ») qui est un rite mystique shinto et qui marque la première moisson de la nouvelle ère impériale, dans la nuit du 23 au 24 novembre. L'ère Heisei (accomplissement de la paix) succède à l'ère Showa (Paix rayonnante) (*Libération*, 24-25 novembre 1990 ; *Le Monde*, 13 et 22 novembre 1990).

JORDANIE

10 décembre 1990 : *Gouvernement*. Initialement écarté de la participation au Gouvernement formé par M. Moudar Badrane en décembre 1989, au lendemain des élections législatives, le mouvement intégriste des Frères musulmans qui avaient remporté une vingtaine de sièges sur les 80 (cf. *RE*, 53) entre pour la première fois dans une équipe ministérielle où quatre portefeuilles lui sont attribués. En outre, c'est l'un des siens, Abdelatif Aralyat, qui devient président de l'Assemblée nationale (*Le Monde*, 12 décembre 1990 ; *Libération* du 19 novembre 1990).

LIBAN

13 octobre 1990 : *Gouvernement*. Le général Michel Aoun, chrétien maronite, désigné comme chef du Gouvernement militaire par le président Gemayel le 23 septembre 1988 (cf. *RE*, 48) et en opposition avec le pouvoir légal qui s'est ultérieurement mis en place (cf. *RE*, 53), décide sa reddition après l'offensive des forces libanaises appuyées par l'armée syrienne. Il se réfugie à l'ambassade de France (*Le Monde*, 15 octobre 1990).

19 et 24 décembre 1990 : *Gouvernement*. M. Selim Hoss, à la tête d'un Gouvernement d'union nationale depuis le 25 novembre 1989, est contraint de démissionner sous la pression des autorités syriennes qui choisissent pour lui succéder M. Omar Karame, frère du Premier ministre, Rachid Karame, assassiné en 1987. Un nouveau Gouvernement d'entente nationale est mis en place, il comprend 15 musulmans et 15 chrétiens, mais rencontre l'hostilité des forces libanaises de Samir Geagea et du parti Kataëb (Phalanges) de Georges Saade (*Le Monde*, 21, 22 et 28 décembre 1990).

NORVÈGE

29 octobre 1990 et 3 novembre 1990 : *Gouvernement*. Divisé sur la question de l'adhésion du pays à la Communauté européenne, le Gouvernement de coalition tripartite de centre droit (conservateurs, chrétiens-démocrates et centristes), dirigé par M. Jan P. Syse, chef du Parti conservateur, démissionne (cf. *RE*, 52).

Mme Gro Harlem Brundtland, déjà deux fois Premier ministre, forme un Gouvernement travailliste minoritaire qui comprend 9 femmes sur les 19 membres.

Le nouveau Gouvernement ne contrôle que 63 des 165 sièges du Storting (parlement) (*Le Monde*, 31 octobre et 6 novembre 1990).

PAKISTAN

24 octobre 1990 : *Elections législatives*. Mme Benazir Bhutto, après sa destitution de Premier ministre, le 6 août dernier, subit un nouvel échec (cf. *RE*, 56). Son parti, le Parti du peuple pakistanais (PPP), perd 47 sièges aux élections à l'Assemblée nationale, remportées par l'Alliance démocratique islamique qui progresse de 51 sièges.

Alliance démocratique islamique	105 sièges
Parti du peuple pakistanais	45 —
Mohajir Quomi Movement (MQM)	15 —
Indépendants	21 —
Autres	20 —
	206 sièges

(*Le Monde* du 26 au 31 octobre 1990, Ambassade du Pakistan.)

POLOGNE

25 novembre et 9 décembre 1990 : *Elections présidentielles*. Au premier tour de l'élection présidentielle, M. Lech Walesa arrive en tête avec 39,96 % des suffrages. M. Stanislaw Tyminski, homme d'affaires « apoli-

1^{er} tour

	Inscrits	27 545 625	
	Votants	16 702 000	
	Suffrages exprimés	16 442 174	
	Blancs et nuls	259 526	
Lech Walesa (47 ans)	6 569 889	(39,96 %)	(Solidarność, soutien centraux)
Stanislaw Tyminski (42 ans)	3 797 605	(23,10 %)	(Homme d'affaires CDN)
Tadensz Mazowiecki (63 ans)	2 973 264	(18,08 %)	(MOAD, Mouvement Action démocratique)
Włodzimierz Cimoszewicz (42 ans)	1 514 025	(9,21 %)	(Président du groupe parlementaire de la gauche, Parti social-démocrate)
Roman Bartoszcze (44 ans)	1 176 175	(7,15 %)	(Président du Parti paysan polonais, PSL)
Leszek Moczulski (60 ans)	411 516	(2,50 %)	Président de la Confédération pour une Pologne indépendante, RPN nationaliste catholique)

2^e tour

Inscrits	27 436 078
Votants	14 650 037 (53,40 %)
Suffrages exprimés	14 305 794
Blancs et nuls	344 243
Walesa	10 622 696 (74,25 %)
Tyminski	3 683 098 (25,75 %)

(*Le Monde*, 27, 28, 29 novembre, 11, 12, 15, 23-24 et 25 décembre 1990, Ambassade de Pologne ; *Zycie Warszawy*, 27 novembre 1990, et *Rzeczpostolita*, 11 décembre 1990.)

tique », crée la surprise en obtenant 23,1 % des voix. M. Tadensz Mazowiecki, Premier ministre depuis le 24 août 1989, n'obtient que 18,08 % des suffrages et démissionne. Au second tour, M. Lech Walesa l'emporte très largement sur M. Tyminski.

C'est M. Ryszard Kaczorowski, président en exil à Londres en 1939, qui a remis à M. Walesa les insignes de l'Etat polonais : les scellés emportés par le dernier président de la II^e République au moment de l'invasion et le drapeau avec l'aigle blanc couronné qui flottait sur le château royal jusqu'en septembre 1939.

30 décembre 1990 : *Gouvernement*. Battu aux élections présidentielles, M. Mazowiecki remet sa démission. Le 15 décembre, M. Jan Olszewski, avocat de Solidarité, proche de l'épiscopat, est chargé de mener les « travaux préparatoires » pour former un Gouvernement. Le 18, il renonce à sa mission. Le 20, M. Walesa propose à M. Mazowiecki de rester en fonction. Celui-ci décline cette offre. Finalement, c'est M. Jan Krzysztof Bielecki, député de Gdansk, qui est désigné Premier ministre (*Le Monde* du 18, 20, 22 décembre 1990 et 1^{er} janvier 1991).

SUISSE

27 novembre 1990 : *Droit de vote des femmes*. Le tribunal fédéral a décidé de reconnaître le droit de vote et l'éligibilité des femmes dans le demi-canton d'Appenzell Rhodes-Intérieures, dernier bastion de l'opposition au vote féminin (cf. *RE*, 51) (*Le Monde*, 30 novembre 1990).

THAÏLANDE

9 décembre 1990 : *Gouvernement*. Le Premier ministre, M. Chatichai Choonhavan, président du Parti de la nation thaïe, au pouvoir depuis le 9 août 1988 (cf. *RE*, 48), après avoir annoncé sa démission le 8 décembre, est reconduit le lendemain dans sa fonction par le roi Bhumibol Adulyadej. Il constitue un nouveau Gouvernement qui s'appuiera sur une majorité plus réduite mais suffisante (*Le Monde*, 11, 16-17 décembre 1990).

URSS

Du 26 octobre au 24 décembre 1990 : *Fédéralisme*.

— 26 octobre, le Kazakhstan proclame, à son tour, sa souveraineté (*Le Monde*, 26 octobre 1990).

— 28 octobre et 11 novembre 1990 : *Géorgie*. Aux élections au Parlement de la Géorgie, la coalition nationaliste Table ronde - Géorgie libre obtient la majorité absolue des sièges contre le Parti communiste.

Le 14 novembre, elle désigne le Président de la République, M. Zviad Gamsakhourdia, militant nationaliste considéré comme un dissident depuis les années 50. C'est le premier président non communiste de la Géorgie depuis soixante-dix ans (*Le Monde*, 3 et 16 novembre 1990).

— 26 octobre 1990 : *Moldavie*. Unilatéralement proclamée en août dans le sud de la République de Moldavie, la « République de Gagaouzie » (Turcs chrétiens) se dote d'un Parlement et d'un Gouvernement dirigés par M. Stepan Topal. Cette « République » n'est pas reconnue par les autorités moldaves ; de même que celle proclamée par les russophones de Dniestr (*Le Monde*, 3 novembre 1990).

Pour contrer ces tendances séparatistes, l'état d'urgence est instauré. Le 23 décembre, M. Mikhaïl Gorbatchev lance un ultimatum à la Moldavie pour rétablir l'ordre (*Le Figaro*, 24 décembre 1990).

— 14 novembre 1990 : *Russie*. Les autorités de Russie refusent d'appliquer un décret du pouvoir central, pris par le conseil des ministres de l'URSS, libérant les prix de vente de certains produits de luxe. Le 24 octobre, la Russie s'était accordé le droit de suspendre toute décision du pouvoir central contraire à sa souveraineté (*Le Monde*, 16 novembre 1990).

— 24 décembre 1990 : *Référendum*. Sur la proposition de M. Mikhaïl Gorbatchev, le Congrès des députés du peuple adopte une loi obligeant les quinze Républiques à organiser un référendum sur leur appartenance à une « Union soviétique rénovée », suivi d'un autre référendum sur la propriété de la terre (*Le Monde*, 19 décembre 1990 ; *Le Figaro*, 25 décembre 1990).

17 et 20 décembre 1990 : *Gouvernement*.

— 17 décembre 1990. Le Congrès des députés du peuple refuse de voter sur la défiance proposée par une élue du groupe Soyouz, par 1 288 voix contre 426 (*Le Monde*, 18 décembre 1990).

— 20 décembre 1990. M. Edouard Chevardnadze, ministre des affaires étrangères depuis 1985, démissionne de sa fonction pour protester, dit-il, contre « l'avancée de la dictature » (*Le Monde*, 21 décembre 1990).

27 décembre 1990 : *Révision constitutionnelle*. A la majorité des deux tiers, les 2 250 membres du Congrès des députés du peuple ont adopté, à la demande de M. Mikhaïl Gorbatchev, divers amendements constitu-

tionnels, renforçant le pouvoir présidentiel, en plaçant l'exécutif sous son autorité. Sont notamment créés :

- un cabinet ministériel directement soumis au chef de l'Etat, responsable devant lui mais aussi devant le Soviet suprême à la majorité des deux tiers ;
- un conseil de sécurité, placé auprès du chef de l'Etat, à l'instar de celui existant auprès du Président américain ;
- un vice-président de la République, chargé d'assister le chef de l'Etat. C'est M. Guennadi Ianaev, responsable syndicaliste, communiste conservateur, présenté par M. Mikhaïl Gorbatchev, qui a été désigné à ce poste par le Congrès des députés du peuple, à l'issue du 2^e tour de scrutin, pour 1 237 voix contre 563. Au 1^{er} tour recueillant 1 089 voix contre 583, il lui avait manqué une trentaine de suffrages pour l'emporter ;
- une cour suprême d'arbitrage, chargée de contrôler l'exécution des décrets présidentiels ;
- un conseil de la Fédération, composé de 35 membres représentant les 15 Républiques fédératives et un certain nombre de Républiques autonomes. Il est notamment chargé de coordonner la politique fédérale dans les régions et de régler les questions ethniques.

A noter que quelques jours plus tôt, le 24 décembre, le Congrès s'était prononcé pour maintenir le nom actuel d'URSS (*Le Monde*, 29 décembre 1990).

VATICAN

2 décembre 1990 : *Gouvernement*. Secrétaire d'Etat depuis le 30 avril 1979 à la suite du décès du cardinal Jean Villot, le cardinal Agostino Casaroli, 76 ans, démissionne. Il est remplacé par Mgr Angelo Sodano. Le secrétaire d'Etat est considéré comme le Premier ministre du Vatican (*Le Monde*, 2, 3 et 4 décembre 1990).

YOUGOSLAVIE

28 septembre 1990 : *Serbie : constitution*. Seule des six Républiques de la fédération yougoslave à avoir deux provinces autonomes (Vöwodine et Kosovo), le Parlement de Serbie par 264 voix contre 6 adopte une nouvelle constitution permettant de réincorporer définitivement ces deux régions, tout en leur laissant une certaine autonomie économique et culturelle. C'est là une parade aux prétentions sécessionnistes de la communauté albanaise qui peuple à 90 % le Kosovo (cf. *RE*, 56) (*Le Monde*, 30 septembre - 1^{er} octobre 1990).

21 décembre 1990 : *Croatie : constitution*. La Croatie se dote d'une nouvelle constitution qui rompt avec le communisme et prépare la voie de l'autodétermination (*Le Monde*, 23-24 décembre 1990).

Novembre-décembre 1990 : *Elections législatives et présidentielles*. Les élections qui se sont déroulées dans les diverses Républiques de la Yougoslavie maintiennent les communistes au pouvoir seulement en Serbie où ils recueillent 194 sièges sur 250 et au Monténégro où ils obtiennent 83 sièges sur 125. En Serbie, l'élection présidentielle voit le triomphe de Slobodan Milojevic, dont le nationalisme peut inquiéter les autres Républiques. Il recueille en effet 65,34 % des suffrages.

En Macédoine et en Bosnie-Herzégovine, ce sont les mouvements nationalistes et libéraux qui triomphent. Il en avait été de même au printemps dernier en Slovénie et en Croatie (cf. *RE*, 55) (*Le Monde*, 11-12, 14, 18-19, 21, 22, 23, 27 novembre et 11, 19 décembre 1990).

23 décembre 1990 : *Slovénie : référendum*. 88,2 % des Slovènes se sont prononcés pour l'indépendance de leur pays. Le président du Parlement proclame celle-ci trois jours plus tard (*Le Monde*, 25 décembre 1990).